

## Cadrage économique de l'Arabie saoudite

**L'Arabie saoudite est la première économie du Moyen-Orient et la 18<sup>ème</sup> au niveau mondial.** Avec un PIB de 782 Mds USD en 2018, le pays contribue pour 50% au PIB cumulé des pays du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG).

Après une année de récession de -0,9% du PIB en 2017, l'économie saoudienne a retrouvé le chemin de la croissance en 2018 à +2,2%. Cette croissance a été pour l'essentiel tirée par la remontée des prix du pétrole. **En 2019, la croissance devrait être quasi-nulle à +0,2%** dans un contexte de diminution de la production pétrolière décidée par l'accord conclu entre les pays de l'OPEP+ en décembre 2018. **En 2020, la croissance pourrait rebondir à +2,2%** tirée par la dépense publique qui constitue un des principaux soutiens à l'activité hors secteur pétrolier.

Les **perspectives économiques du pays à moyen terme** dépendent de la capacité des autorités à mettre en œuvre **l'ambitieux programme de réformes économiques, Saudi Vision 2030**, visant à réduire la dépendance au secteur du pétrole et à diversifier l'économie en tirant avantage de potentiels encore peu développés, en particulier dans les secteurs des services, le tourisme et les loisirs, les industries innovantes et le secteur manufacturier. Le développement de l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers reste un défi majeur dans un environnement régional incertain. Les flux entrants d'IDE sont structurellement faibles à 0,4% du PIB.

**La politique de préférence nationale à l'emploi obligatoire (saoudisation)** est source de difficultés à court terme pour de nombreux employeurs. Sur le long terme, cette réforme ambitieuse est un facteur de diminution du chômage des Saoudiens (taux de chômage de 12,3% à fin juin 2019) et de développement des qualifications dans un pays dont 50% de la population (20,5 millions de Saoudiens) a moins de 25 ans.

**Le secteur pétrolier** (production de brut hors activités de raffinage) représentait **31% du PIB en 2018** et reste le principal moteur de l'économie saoudienne. Ce secteur **a enregistré une croissance de + 2,2% en 2018, après une contraction de -3,1% en 2017.** Cette évolution s'explique par (i) le redressement des cours mondiaux entre juillet 2017 et octobre 2018 et (ii) la hausse de la production décidée lors de la réunion de l'OPEP+ de juin 2018. En 2019, malgré l'accord de réduction de la production conclu à Vienne en décembre 2018, le secteur pétrolier se contracte à nouveau (-3% au 2<sup>ème</sup> trimestre en variation annuelle) dans un contexte de baisse des cours du baril de brut.

**Le PIB hors pétrole (69% du PIB total) a enregistré une croissance de +2,3% en 2018, en léger rebond par rapport à 2017 (+1,1%).** Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, la croissance a confirmé son dynamisme à +2,9% en variation annuelle après +2,1% au 1<sup>er</sup> trimestre. Ces résultats sont cependant très en deçà des performances du début de la décennie : sur la période 2010-2014, la croissance annuelle moyenne du secteur non pétrolier avait été de +6,5%, tirée par le dynamisme des investissements publics et des cours mondiaux du brut élevés.

**En 2018, l'inflation moyenne s'est établie à 2,5% après avoir été négative en 2017 (-0,9%).** L'introduction de la TVA et les fortes augmentations des prix administrés de l'énergie (multiplication par deux des prix des carburants et hausses des tarifs de l'électricité) ont eu des répercussions inflationnistes moins importantes que prévu, tandis que la baisse des loyers a été un a pesé à la baisse. En 2019, l'inflation pourrait être à nouveau négative (-1,1%) et rebondir à +2,2% en 2020.

**Les comptes publics s'inscrivent dans une trajectoire très fluctuante même si un ajustement budgétaire est à l'œuvre,** reposant en grande partie sur l'augmentation des recettes fiscales. L'introduction de la TVA (5%) en janvier 2018 est la dernière mesure en date. Du côté recettes, les revenus pétroliers représentent plus des deux tiers des recettes publiques et leur évolution détermine le niveau du déficit budgétaire. Ainsi, le déficit budgétaire a fortement diminué en 2018 revenant à 5,9% du PIB après avoir atteint 17,2% en 2016. En 2019, le déficit budgétaire se creuse de nouveau et pourrait atteindre 6,1% du PIB (prévision initiale de -4,2%) sous l'effet de recettes pétrolières en baisse.

**La soutenabilité des finances publiques n'est pour autant pas remise en question.** La dette publique, quasiment inexistante jusqu'en 2015, reste contenue (19,1% du PIB en 2018) et pourrait augmenter à 30% du PIB à horizon 2030 (objectif plafond). Les réserves de la Banque centrale (490 Mds USD à fin 2018) représentent 27 mois d'importations. Les actifs du fonds souverain *Public Investment Fund* sont estimés à 360 Mds USD, majoritairement investis dans

l'économie nationale. Le pays est ainsi pleinement en mesure de défendre le régime d'ancrage au dollar qui contraint la Banque centrale à aligner sa politique monétaire sur celle de Réserve fédérale américaine.

**Le solde courant est redevenu excédentaire en 2017 à +1,5% du PIB** après avoir été déficitaire en 2015 (-8,7%) et 2016 (-3,7%). **En 2018, l'excédent s'est fortement accru en 2018 à +9,2% et pourrait diminuer à +4,4% en 2019.**